

ciation de l'ouest. *Morbihan*; X, 143. *Inférieure et Lot-et-Garonne*; X, 345.

ARRÊTÉ ministériel, du 17 mai 1884, admettant l'Association de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise à bénéficier, pour le département de l'*Aisne*, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; X, 268. ARRÊTÉ ministériel, du 30 juillet 1884, admettant l'Association lyonnaise à bénéficier, pour le département de la *Drôme*, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; X, 347.

— 18 juillet 1884. *Idem.* Association normande. *Calvados*; X, 344. — 20 août 1884. *Idem.* Association normande. *Manche*; X, 350.

— 18 juillet 1884. *Idem.* Association du sud-ouest. *Charente-Landes*; X, 350.

Nota. — Quatre arrêtés concernant l'Association de l'Ouest (*Loire-Inférieure*), l'Association lyonnaise (*Ardèche*), l'Association normande (*Orne*) et l'Association du Sud-Ouest (*Dordogne*) ont été omis, à leurs dates, dans les *Annales*. Voir 8^e série, volume de 1882, p. 219.

TROISIÈME SECTION.

CHEMINS DE FER.

DÉCRET du Président de la République, du 27 mars 1852, soumettant à la surveillance de l'administration publique le personnel actif employé par les compagnies de —; VI, 257. ARRÊTÉ ministériel, du 25 juillet 1873, contenant règlement pour le transport, par —, des poudres et munitions de guerre; II, 203.

ARRÊTÉ ministériel, du 6 janvier 1872, portant création de la Commission centrale des —; VI, 257.

— 16 février 1872, portant organisation des travaux de la Commission centrale des —; VI, 259.

Loi du 21 mars 1874, relative à des augmentations d'impôts et à l'établissement d'impôts nouveaux; extrait en ce qui concerne les tarifs de transport à petite vitesse sur les —; III, 402.

DÉCRET du Président de la République, du 30 mars 1874, relatif à la suppression, en temps de

neige, des cendriers des machines locomotives; III, 425. —, des poudres et munitions de guerre; VI, 133.

ARRÊTÉS ministériels, des 14 août et 15 septembre 1875, nommant une commission d'étude des questions concernant les relations des compagnies de — aux points de jonction de leurs réseaux; IV, 164 et 167.

— 1^{er} avril 1876, modifiant l'arrêté du 15 juin 1866, relatif au transport, à prix réduits, par —, du personnel de la guerre et de la marine; V, 197.

— 15 avril 1876, relatif au droit de transport, à prix réduits, des officiers sur les —, en cas de mobilisation de l'armée; V, 198.

— 25 novembre 1876, portant interprétation d'une expression de l'état A' annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1876, relatif au transport, à prix réduit, par —, du personnel de la guerre et de la marine; V, 261.

— 30 novembre 1876, portant fixation des frais accessoires sur les — pour l'année 1877; V, 262.

— 7 décembre 1876, portant fixation, pour l'année 1877, du tarif exceptionnel de certains transports sur les —; V, 272.

— 26 décembre 1876, portant fixation du tarif à appliquer, sur les — d'intérêt général, au transport des produits de toute nature destinés à l'Exposition universelle de 1878; V, 279.

— 15 mars 1877, portant réduction des délais de la petite vitesse sur les —; VI, 130.

— 30 mars 1877, portant règlement pour le transport, par

ARRÊTÉ ministériel, du 31 mars 1877, relatif au transport, par —, des matières explosibles ou inflammables autres que la poudre; VI, 137.

— 28 mai 1877, portant application de l'article 4 du décret du 12 juin 1866 à une gare de la ville de Versailles; VI, 260.

DÉCRET du Président de la République, du 9 juin 1877, mettant sous séquestre le réseau de la compagnie des chemins de fer de la *Vendée*; VI, 337.

ARRÊTÉ ministériel, du 11 août 1877, portant réorganisation de la Commission centrale des —; VI, 263.

— 27 octobre 1877, relatif à la désinfection des wagons de — ayant servi au transport des animaux; VI, 342.

RAPPORT au Président de la République et DÉCRETS, du 31 janvier 1878, instituant un Conseil supérieur des voies de communication et un Comité consultatif des —, et en désignant les membres; VII, 6, 9, 40, 41 et 13.

ARRÊTÉS ministériels, du 31 janvier 1878, nommant le président et les secrétaires du Comité consultatif des —; VII, 14.

— 31 janvier 1878, supprimant la Commission centrale des —; VII, 14.

— 31 janvier 1878, supprimant la Commission instituée pour donner son avis sur les relations à établir entre les diverses compagnies de —; VII, 14.

ARRÊTÉ ministériel, du 10 février 1878, fixant les conditions d'entrée et d'avancement dans le corps des inspecteurs de l'exploitation commerciale des — et dans celui des commissaires de surveillance administrative des — ; VII, 129.

— 13 février 1878, portant organisation des travaux du Comité consultatif des — ; VII, 19.

DÉCRET du Président de la République, du 25 février 1878, nommant un membre de droit du Comité consultatif des — ; VII, 21.

ARRÊTÉ ministériel, du 1^{er} mars 1878, fixant les conditions d'admission dans l'inspection commerciale des — et dans le commissariat de surveillance administrative des — ; VII, 132 et 135.

RAPPORT au Président de la République et DÉCRET, du 4 avril 1878, portant à deux le nombre des vice-présidents du Conseil supérieur des voies de communication et nommant le deuxième vice-président ; VII, 145.

RAPPORT au Président de la République et DÉCRETS, du 25 mai 1878, portant organisation administrative et financière des — rachetés et provisoirement exploités par l'État ; VII, 227, 229, 233 et 242.

ARRÊTÉ ministériel, du 25 mai 1878, nommant le président et le vice-président du Conseil d'administration des — de l'État ; VII, 242.

— 27 mai 1878, édictant de nouvelles mesures pour le chargement et le déchargement des

wagons complets de — ; VII, 243.

ARRÊTÉ ministériel, du 20 juin 1878, relatif au mode de fonctionnement du Conseil d'administration des — de l'État et à ses rapports avec l'administration centrale ; VII, 247.

— 21 juin 1878, relatif au transport, par —, des poudres et munitions de guerre ; VII, 305.

— 18 août 1878, créant une inspection de l'administration centrale des — de l'État ; VII, 276.

— 6 décembre 1878, relatif à l'expédition, par les trains de voyageurs, des animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse ; VII, 338.

— 25 janvier 1879, créant un Comité de l'exploitation technique des — ; VIII, 11.

DÉCRET du Président de la République, du 21 mai 1879, modifiant l'organisation du service de contrôle et de surveillance des — ; VIII, 178.

ARRÊTÉ ministériel, du 12 juin 1879, relatif à la composition des commissions de vérification des comptes des compagnies de — ; VIII, 187.

DÉCRET du Président de la République, du 20 juin 1879, supprimant les inspecteurs généraux des — ; VIII, 189.

ARRÊTÉ ministériel, du 1^{er} juillet 1879, relatif à la surveillance de l'exploitation commerciale et des actes de la gestion financière des compagnies de — ; VIII, 190.

DÉCISION ministérielle, du 26

août 1879, prescrivant l'ouverture d'une enquête relative aux moyens de prévenir les collisions sur les — à voie unique ; IX, 297.

ARRÊTÉ ministériel, du 20 novembre 1879, réglementant à nouveau le transport, par —, des matières explosibles ou inflammables autres que la poudre et la dynamite ; VIII, 353.

DÉCRET du Président de la République, du 20 mai 1880, autorisant des dérogations à deux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846, sur la police, la sûreté et l'exploitation des — ; IX, 189.

Loi du 11 juin 1880, relative aux — d'intérêt local et aux tramways ; X, 309.

ARRÊTÉ ministériel, du 5 juillet 1880, créant un service spécial pour l'achat, la réception et la livraison des matériaux, matières et objets nécessaires à l'armature des — construits par l'État ; IX, 299.

— 5 juillet 1880, instituant une Commission consultative du matériel fixe des — construits par l'État ; IX, 300.

RAPPORT adressé, le 8 juillet 1880, au ministre des travaux publics, par la Commission d'enquête sur les moyens de prévenir les accidents de — ; IX, 302.

Loi, du 29 juillet 1880, autorisant les travaux de superstructure de — déclarés d'utilité publique ; IX, 301.

RAPPORT au Président de la République, DÉCRETS et ARRÊTÉ ministériel, du 24 novembre 1880, portant reconstitution du Comité consultatif des — ; IX, 385, 387, 389 et 390.

ARRÊTÉ ministériel, du 11 avril 1881, portant organisation des travaux du Comité consultatif des — ; X, 340.

— 21 juillet 1881, relatif au transport, par —, des matières explosibles ou inflammables ; X, 345.

DÉCRET du Président de la République, du 6 août 1881, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les — d'intérêt local et des tramways ; X, 318 ; cahier des charges (*type*) ; X, 340.

RAPPORT du directeur du cabinet et du personnel au ministre des travaux publics, du 15 octobre 1881, relatif à l'organisation du service du contrôle de l'exploitation des — ; X, 389.

ARRÊTÉ ministériel, du 12 décembre 1881, réglementant les extractions à la mine dans le voisinage des — ; X, 443.